

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.896/4
DU 22 FÉVRIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement, le 31 janvier 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté « modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er} du projet examiné a pour objet de compléter l'article 60, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU' afin de permettre aux lauréats « de l'examen de sergent donnant accès au cadre des sous-officiers, organisé avant 1993 par l'agglomération bruxelloise » d'être nommés au grade d'adjudant sans être titulaire du brevet d'adjudant.

Comme la section de législation l'a déjà souligné dans de nombreux avis ¹, l'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas entière lorsqu'elle fixe ou modifie le statut des membres du personnel de son service d'incendie.

¹ Voir l'avis 27.260/4 donné le 16 mars 1998 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 'fixant le statut administratif du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale' ; l'avis 32.511/4 donné le 26 novembre 2001 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 34.782/4 donné le 3 mars 2003 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 avril 2003 'portant deuxième modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 37.420/4 donné le 13 juillet 2004 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2004 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 40.954/2/V donné le 9 août 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 septembre 2006 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 48.634/2/V donné le 26 août 2010 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU' et l'avis 50.820/4 donné le 25 janvier 2012 sur un projet d'arrêté 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 27 juin 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'.

En effet, elle doit respecter, en ce qui concerne les adjudants qui sont des sous-officiers, les dispositions arrêtées par le Roi en vertu de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 'sur la protection civile'.

Cet article est rédigé comme suit :

« Il [le Roi] arrête les dispositions générales dans les limites desquelles sont fixés le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités, les allocations et notamment les allocations de foyer et de résidence, le pécule de vacances et le pécule de vacances familial ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie ».

Selon le rapport au Roi ², l'arrêté royal du 19 mars 1997 'relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie, réglait tout ce qui concerne la formation des membres des services d'incendie qui mène à l'obtention des brevets et à les rendre obligatoires en les imposant comme condition de nomination.

L'article 16 de cet arrêté royal disposait ainsi :

« Peuvent seuls être promus au grade d'adjudant, les membres d'un service d'incendie titulaires du brevet d'adjudant délivré par un centre de formation agréé ».

L'article 28 du même arrêté prévoyait toutefois :

« Sont assimilés aux brevets de caporal, de sergent et d'adjudant :

1° le brevet de sous-officier délivré avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté par les centres agréés de formation pour les services d'incendie ou les fédérations provinciales des services d'incendie ;

2° le certificat de candidat sous-officier délivré par l'autorité compétente sur la base d'une décision prise avant le 31 décembre 1993 ;

3° les anciens brevets A, B, et C délivrés par l'État ;

4° l'ancien brevet de candidat officier professionnel ».

Au sujet de cet article 28, le rapport au Roi exposait ce qui suit :

« Cet article concerne les assimilations.

² M.B. du 26 mars 1997, p. 7156.

Pour ne pas léser les membres des services d'incendie qui ont déjà obtenu des brevets sous l'empire de l'ancienne réglementation, il convient de procéder à certaines assimilations ».

Par ailleurs, la partie introductive du même rapport au Roi précisait que :

« Pour la rédaction de ce texte, lorsqu'était visée une décision du conseil communal, cette expression a été remplacée par 'décision de l'autorité compétente' ».

Cet arrêté royal a été annulé par l'arrêt n° 111.500 du 15 octobre 2002 au motif que l'urgence invoquée pour ne pas consulter la section de législation n'était pas établie.

À la suite de cette annulation, le Roi a pris un arrêté royal du 8 avril 2003 'relatif à la formation des membres des services publics de secours'. Dans les considérants de cet arrêté, on peut lire :

« Considérant que le présent projet d'arrêté royal prévoit notamment différents types de formation, dont certaines sont nécessaires, le cas échéant, pour pouvoir obtenir une nomination ou une promotion ;

Considérant en outre que l'organisation d'une formation adéquate est essentielle pour les membres des services de secours afin qu'ils puissent assurer à la population un service de qualité ; ».

L'article 13 de cet arrêté disposait :

« Les brevets sont délivrés aux membres des services publics d'incendie à l'issue des formations dont la réussite est indispensable pour pouvoir obtenir, le cas échéant, une nomination ou une promotion.

Les brevets établissent que ces formations ont été suivies et réussies ».

L'article 17 du même arrêté disposait :

« § 1^{er}. Les formations visées à l'article 12, 1°, sont dispensées en vue de l'obtention des brevets de :

1° sapeur-pompier ;

2° caporal ;

3° sergent ;

4° adjudant ;

5° officier ;

6° technicien en prévention de l'incendie ;

7° gestion de situation de crise ;

8° chef de service.

§ 2. Pour chaque brevet visé au § 1^{er} sont énumérés, dans l'annexe 1 du présent arrêté, les modules que comporte la formation à l'issue de laquelle le brevet est délivré, le nombre d'heures et le nombre de points que doit comprendre chaque module.

§ 3. Les candidats aux brevets de sapeur-pompier, de caporal, de sergent et d'adjudant sont tenus de suivre les modules obligatoires et un module à choisir parmi les modules à option ».

L'article 47 du même arrêté disposait :

« Le Ministre se prononce sur les demandes d'équivalence de diplômes, de cours ou de brevets, après avoir recueilli l'avis de la Commission des équivalences et des dispenses ».

L'article 61 du même arrêté disposait :

« § 1. Sont assimilés à l'ensemble des brevets de sapeur-pompier, de caporal, de sergent et d'adjudant :

1° le brevet de sous-officier délivré par les centres agréés de formation pour les services d'incendie ou les fédérations provinciales des services publics d'incendie ;

2° le certificat de candidat sous-officier délivré par l'autorité compétente, sur la base d'une décision prise avant le 31 décembre 1993 ;

3° le brevet A délivré par l'État ;

4° le brevet B délivré par l'État ;

5° le brevet C délivré par l'État ;

6° le brevet de candidat officier professionnel ;

7° le brevet de sous-lieutenant.

§ 2. Sont assimilés au brevet d'officier :

1° le brevet A délivré par l'État ;

- 2° le brevet B délivré par l'État ;
- 3° le brevet C délivré par l'État ;
- 4° le brevet de candidat officier professionnel ;
- 5° le brevet de sous-lieutenant ».

Il ressortait de ces dispositions que l'intention de l'autorité fédérale demeurait d'obliger pour une nomination au grade d'adjudant d'être titulaire du brevet d'adjudant, sauf équivalence ou assimilation. En prévoyant cela, elle reste dans les limites de sa compétence.

L'arrêté royal du 8 avril 2003 a été abrogé par un arrêté royal du 21 février 2011 qui porte le même intitulé et comporte des dispositions identiques, leur numérotation étant restée inchangée.

Le projet examiné, qui concerne les conditions de nomination relatives à la formation pour une nomination au grade d'adjudant, doit donc respecter les dispositions générales arrêtées par le Roi dans les limites desquelles sont fixées les conditions de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie.

Par conséquent, de deux choses l'une :

- soit l'auteur du projet considère que les lauréats de l'examen de sergent donnant accès au cadre des sous-officiers, organisé avant 1993 par l'agglomération bruxelloise, sont titulaires d'un certificat de candidat sous-officier délivré par « l'autorité compétente », sur la base d'une décision prise avant le 31 décembre 1993, et qu'ils bénéficient donc, de plein droit, de l'assimilation prévue par l'article 61, § 1^{er}, 2° de l'arrêté royal du 21 février 2011 précité même si, compte tenu de la spécificité de la Région de Bruxelles-Capitale, l'autorité compétente au sens de l'arrêté royal du 21 février 2011 n'est pas un « conseil communal » comme indiqué dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 19 mars 1997 précité.

Dans cette hypothèse, il est admissible que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale estime nécessaire, afin d'assurer la sécurité juridique en la matière, de préciser de manière expresse, mais avec portée déclarative, qu'il y a lieu d'entendre par « autorité compétente » au sens des dispositions générales arrêtées par le Roi l'Agglomération bruxelloise compte tenu de la spécificité de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans ce cas, ce n'est toutefois pas l'article 60, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 qu'il convient de modifier puisqu'il s'agit d'une disposition permanente.

Par contre, dans le contexte décrit ci-dessus, rien ne s'oppose à ce que l'article 180 du même arrêté, qui est une disposition transitoire faisant écho à l'article 61, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 février 2011, soit complété par un alinéa 2 qui pourrait être rédigé comme suit :

« Est considéré comme un certificat délivré par l'autorité compétente au sens de l'alinéa 1^{er}, 2°, le certificat délivré aux lauréats de l'examen de sergent donnant accès au cadre des sous-officiers organisé avant 1993 par l'Agglomération bruxelloise » ;

- soit l'auteur du projet entend en réalité créer un nouveau cas d'assimilation non expressément prévu ou implicitement visé par l'article 61, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 février 2011 et il excéderait dès lors sa compétence.

Ce dépassement de compétence ne pourrait pas être justifié par une compétence implicite au sens de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. En effet, les pouvoirs implicites visés par cet article 10 ne peuvent être mis en œuvre que par une norme à caractère législatif, à savoir, s'agissant de la Région de Bruxelles-Capitale, par une ordonnance³.

La disposition sera revue à la lumière de l'observation qui précède.

2. Les modifications à apporter à l'arrêté précité du 27 juin 2002 doivent suivre l'ordre numérique des articles modifiés⁴.

3. Dans la version française, il y a lieu d'écrire « article 1^{er} ».

4. Dans la version néerlandaise de l'article 60, 2°, en projet, on écrira « of geslaagd zijn voor » au lieu de « lauraat van ».

³ Voir l'arrêt C.E. n° 175.462 du 8 octobre 2007, État belge c/ Région wallonne et l'avis 45.270/2 donné le 22 octobre 2008 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2008 'déterminant les mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique par les microparticules et les dioxydes d'azote'.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 122.

Article 2

1. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la modification de l'article 45, a), de l'arrêté précité du 27 juin 2002, prévue par l'article 2 du projet examiné, est incompatible avec la modification en projet de ce même article par l'article 5 du projet qui a fait l'objet de l'avis 50.820/4 donné le 25 janvier 2012.

2. Il y a lieu d'écrire « du même arrêté » au lieu de « de l'arrêté précité ». Cette observation vaut également pour les articles 3 à 5⁵.

Articles nouveaux

La section de législation se demande pourquoi d'autres dispositions de l'arrêté précité du 27 juin 2002 ne sont pas elles aussi modifiées par l'arrêté en projet alors qu'elles mentionnent également l'arrêté royal du 8 avril 2003. À titre d'exemples, il est, renvoyé aux articles 23 et 123, alinéa 2.

Exécutoire

L'article d'exécution manque⁶.

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 112 et formule F 4-2-2-2.

⁶ *Ibid.*, recommandations n°s 162 à 168 et formule F 4-7-1.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.896/4
VAN 22 FEBRUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 31 januari 2012 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit “tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 1 van het thans voorliggende ontwerp strekt tot aanvulling van artikel 60, 2°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’, teneinde de geslaagden voor “het door de Brusselse agglomeratie vóór 1993 georganiseerde examen van sergeant dat toegang geeft tot het kader van de onderofficieren” te kunnen benoemen in de graad van adjudant zonder dat dezen in het bezit zijn van het brevet van adjudant.

De afdeling Wetgeving heeft er reeds in talrijke adviezen ¹ op gewezen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet over de volle autonomie beschikt om het statuut van de personeelsleden van zijn brandweerdienst vast te stellen of te wijzigen.

Het Gewest moet immers met betrekking tot de adjudanten, die onderofficieren zijn, de bepalingen in acht nemen die de Koning heeft vastgesteld krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 ‘op de civiele bescherming.’

Dat artikel is gesteld als volgt:

“Hij [de Koning] stelt de algemene bepalingen vast binnen de perken waarvan de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de vergoedingen, de toelagen en met name de haard- en standplaatstoelage, het vakantiegeld en het gezinsvakantiegeld worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten”.

Volgens het verslag aan de Koning ² werd in het koninklijk besluit van 19 maart 1997 ‘betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer’ alles geregeld wat betrekking heeft op de opleiding van de leden van de brandweer en leidt tot het behalen van de brevetten en werd het bezit van brevetten verplicht gesteld door ze op te leggen als benoemingsvoorwaarde.

¹ Zie advies 27.260/4, op 16 maart 1998 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 ‘tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp’; advies 32.511/4, op 26 november 2001 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 34.782/4, op 3 maart 2003 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 april 2003 ‘tot tweede wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 37.420/4, op 13 juli 2004 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2004 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 40.954/2/V, op 9 augustus 2006 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 september 2006 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 48.634/2/V, op 26 augustus 2010 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 50.820/4; op 25 januari 2012 verstrekt over een ontwerp van besluit ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’.

² B.S. van 26 maart 1997, blz. 7156.

Artikel 16 van dat koninklijk besluit luidde al volgt:

“Tot de graad van adjudant kunnen enkel de leden van een brandweerdienst worden bevorderd die houder zijn van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van adjudant”.

Artikel 28 van datzelfde besluit was echter gesteld als volgt:

“Met de brevetten van korporaal, sergeant en adjudant worden gelijkgesteld:

1° het brevet van onderofficier dat vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit werd uitgereikt door de erkende opleidingscentra voor de brandweer of de provinciale brandweerefederaties;

2° het getuigschrift van kandidaat-onderofficier dat door de bevoegde overheid werd afgegeven op basis van een vóór 31 december 1993 genomen beslissing;

3° de vroegere door de Staat uitgereikte brevetten A, B en C;

4° het vroegere brevet van kandidaat-beroepsofficier”.

In verband met dat artikel 28 werd in het verslag aan de Koning het volgende gesteld:

“Dit artikel heeft betrekking op de gelijkstellingen. Om de leden van de brandweer die reeds onder de voormalige reglementering brevetten hebben behaald, niet te benadelen, moeten er een aantal gelijkstellingen gebeuren.”

Voorts werd in het inleidende gedeelte van datzelfde verslag aan de Koning het volgende gesteld:

“Wanneer een beslissing van de gemeenteraad werd bedoeld, werd deze zinsnede bij de opstelling van deze tekst vervangen door ‘beslissing van de bevoegde overheid’”.

Dat koninklijk besluit is vernietigd bij arrest nr. 111.500 van 15 oktober 2002, op de grond dat de noodzaak van spoedbehandeling die was aangevoerd om de afdeling Wetgeving niet te hoeven raadplegen, niet vaststond.

Als gevolg van die vernietiging heeft de Koning een koninklijk besluit van 8 april 2003 uitgevaardigd “betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten”. In de overwegingen van dat besluit wordt het volgende bepaald:

“Overwegende dat het huidige ontwerp van koninklijk besluit onder andere verschillende types van opleiding voorziet, waarvan sommige noodzakelijk zijn om, in voorkomend geval, benoemd of bevorderd te kunnen worden;

Overwegende bovendien dat de organisatie van een adequate opleiding essentieel is voor de leden van de openbare hulpdiensten opdat zij een kwaliteitsvolle dienstverlening aan de bevolking zouden kunnen verzekeren;”.

Artikel 13 van dat besluit luidde als volgt:

“De brevetten worden uitgereikt aan de leden van de openbare brandweerdiensten na afloop van de opleidingen waarvoor het slagen onontbeerlijk is om, in voorkomend geval, benoemd of bevorderd te kunnen worden.

De brevetten tonen het volgen van en het slagen voor deze opleidingen aan”.

Artikel 17 van datzelfde besluit luidde als volgt:

“§ 1. De in artikel 12, 1°, bedoelde opleidingen worden gegeven met het oog op het behalen van de brevetten van:

- 1° brandweerman;
- 2° korporaal;
- 3° sergeant;
- 4° adjudant;
- 5° officier;
- 6° technicus brandvoorkoming;
- 7° crisissituatiebeheer;
- 8° dienstchef.

§ 2. Voor elk in § 1 bedoeld brevet worden in bijlage 1 van dit besluit de modules opgesomd die de opleiding na afloop waarvan het brevet wordt uitgereikt, bevat, evenals het aantal uren en het aantal punten dat elke module moet omvatten.

§ 3. De kandidaten voor de brevetten van brandweerman, korporaal, sergeant en adjudant moeten de verplichte modules volgen en een module kiezen uit de optionele modules”.

Artikel 47 van hetzelfde besluit was gesteld als volgt:

“De Minister spreekt zich uit over de aanvragen tot gelijkstelling van diploma's, cursussen of brevetten, na het advies van de Commissie voor gelijkstelling en vrijstelling ingewonnen te hebben”.

Artikel 61, van hetzelfde besluit luidde als volgt:

“§ 1. Worden gelijkgesteld met de brevetten van brandweerman, korporaal, sergeant en adjudant:

1° het brevet van onderofficier uitgereikt door de erkende opleidingscentra voor de brandweerdiensten of de provinciale federaties van de openbare brandweerdiensten;

2° het getuigschrift van kandidaat-onderofficier uitgereikt door de bevoegde overheid, op basis van een beslissing genomen vóór 31 december 1993;

3° het brevet A uitgereikt door de Staat;

4° het brevet B uitgereikt door de Staat;

5° het brevet C uitgereikt door de Staat;

6° het brevet van kandidaat-beroepsofficier;

7° het brevet van onderluitenant.

§ 2. Worden gelijkgesteld met het brevet van officier :

1° het brevet A uitgereikt door de Staat;

2° het brevet B uitgereikt door de Staat;

3° het brevet C uitgereikt door de Staat;

4° het brevet van kandidaat-beroepsofficier;

5° het brevet van onderluitenant.”

Uit de voorgaande bepalingen vloeide voort dat het nog steeds de bedoeling van de federale overheid was dat men voor een benoeming in de graad van adjudant in het bezit diende te zijn van een brevet van adjudant, behalve in geval van gelijkstelling. Met die bepaling blijft die overheid binnen de perken van haar bevoegdheid.

Het koninklijk besluit van 8 april 2003 is opgeheven bij een koninklijk besluit van 21 februari 2011 dat hetzelfde opschrift heeft en identieke bepalingen bevat waarvan de nummering onveranderd is gebleven.

Het thans voorliggende ontwerp, dat betrekking heeft op de benoemingsvoorwaarden aangaande de opleiding voor een benoeming in de graad van adjudant, moet derhalve de algemene bepalingen in acht nemen die vastgesteld zijn door de

Koning, binnen welke grenzen de voorwaarden zijn bepaald wat betreft de benoeming en de bevordering van de leden van de openbare brandweerdiensten.

Bijgevolg dienen zich twee mogelijkheden aan:

- ofwel gaat de steller van het ontwerp ervan uit dat de geslaagden voor het door de Brusselse agglomeratie vóór 1993 georganiseerde examen van sergeant dat toegang geeft tot het kader van de onderofficieren houder zijn van een getuigschrift van kandidaat-onderofficier uitgereikt door "de bevoegde overheid", op grond van een beslissing genomen vóór 31 december 1993, en dat zij dus van rechtswege de gelijkstelling genieten bepaald in artikel 61, § 1, 2°, van het voornoemde koninklijk besluit van 21 februari 2011, zelfs al is, gelet op het specifieke karakter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de bevoegde overheid als bedoeld in het koninklijk besluit van 21 februari 2011 niet een "gemeenteraad" zoals aangegeven in het verslag aan de Koning voorafgaand aan het voornoemde koninklijk besluit van 19 maart 1997.

In dat geval is het toelaatbaar dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het nodig acht om met het oog op het waarborgen van de rechtszekerheid terzake, uitdrukkelijk maar met een declaratieve strekking te preciseren dat met het begrip "bevoegde overheid" in de zin van de algemene bepalingen vastgesteld door de Koning de Brusselse agglomeratie bedoeld wordt, gelet op de eigenheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In dat geval dient evenwel niet artikel 60, 2°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 gewijzigd te worden, aangezien het om een permanente bepaling gaat.

In de context die hiervoor wordt beschreven staat evenwel niets eraan in de weg dat artikel 180 van hetzelfde besluit, dat een overgangsbepaling is die een afspiegeling is van artikel 61, § 1, van het koninklijk besluit van 21 februari 2011, aangevuld wordt met een tweede lid, dat gesteld zou kunnen worden als volgt:

"Beschouwd wordt als een getuigschrift uitgereikt door de bevoegde overheid in de zin van het eerste lid, 2°, het getuigschrift uitgereikt aan de geslaagden voor het door de Brusselse agglomeratie vóór 1993 georganiseerde examen van sergeant dat toegang geeft tot het kader van de onderofficieren";

- ofwel is het de bedoeling van de steller van het ontwerp om in werkelijkheid te voorzien in een nieuw geval van gelijkstelling dat niet uitdrukkelijk bepaald is of impliciet bedoeld wordt in artikel 61, § 1, van het koninklijk besluit van 21 februari 2011, en in dat geval gaat hij zijn bevoegdheid te buiten.

Die bevoegdheidsoverschrijding zou niet kunnen worden verantwoord op basis van een impliciete bevoegdheid in de zin van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’. De impliciete bevoegdheden bedoeld in dit artikel 10 kunnen immers alleen worden uitgeoefend door middel van een norm van wetgevende aard, in het geval van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dus alleen bij een ordonnantie ³.

De bepaling dient te worden herzien in het licht van de voorgaande opmerking.

2. De wijzigingen die aangebracht moeten worden in het voornoemde besluit van 27 juni 2002 dienen de numerieke volgorde te volgen van de gewijzigde artikelen ⁴.

3. In de Franse versie behoort « article 1^{er} » geschreven te worden.

4. In de Nederlandse lezing van het ontworpen artikel 60, 2°, schrijve men “of geslaagd zijn voor” in plaats van “laureaat van”.

Artikel 2

1. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat de wijziging van artikel 45, a), van het voornoemde besluit van 27 juni 2002, waarin voorzien wordt door artikel 2 van het onderzochte ontwerp, onverenigbaar is met de ontworpen wijziging van datzelfde artikel door artikel 5 van het ontwerp waarover op 25 januari 2012 advies 50.820/4 gegeven is.

2. Er behoort “van hetzelfde besluit” geschreven te worden in de plaats van “van het voornoemde besluit”. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 3 tot 5 ⁵.

³ Zie arrest RvS nr. 175.462 van 8 oktober 2007, Belgische Staat tegen het Waals Gewest, en advies 45.270/2, gegeven op 22 oktober 2008 over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 november 2008 ‘tot bepaling van de dringende maatregelen om piekperiodes van luchtvervuiling door fijn stof en door stikstofdioxiden te voorkomen’.

⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 122.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 112 en formule F 4-2-2-2.

Nieuwe artikelen

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom andere bepalingen van het voornoemde besluit van 27 juni 2002 ook niet gewijzigd worden door het ontworpen besluit, terwijl daarin ook melding wordt gemaakt van het koninklijk besluit van 8 april 2003. Bij wijze van voorbeeld wordt verwezen naar de artikelen 23 en 123, tweede lid.

Uitvoeringsbepaling

De uitvoeringbepaling ontbreekt ⁶.

⁶ *Ibid.*, aanbevelingen 162 tot 168 en formule F 4-7-1.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY